

Bulletin humanitaire République centrafricaine

Numéro 46 | Juillet 2019

FAITS SAILLANTS

- La situation sécuritaire en République Centrafricaine (RCA) est restée très précaire durant les sept premiers mois de l'année 2019. Les populations demeurent les principales victimes des tensions et de la violence exercées dans le pays malgré l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation signé en février 2019. Si le nombre total d'incidents touchant les organisations humanitaires est en baisse entre janvier et juin, une forte augmentation a été notée en juillet. 159 incidents affectant directement le personnel ou les biens humanitaires ont été enregistrés durant cette période : 3 humanitaires ont été tués et 25 ont été blessés. A Bangui, cinq véhicules humanitaires ont été volés sous la menace des armes pour le seul mois de juillet.

CHIFFRES CLEFS

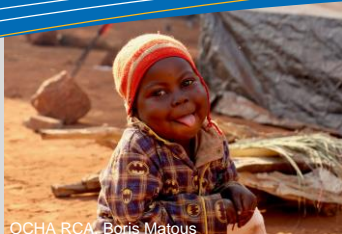
# de personnes déplacées	594,117
# de réfugiés centrafricains	605,435
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,9 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	1.8 M

FINANCEMENT

430,7 millions \$
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2019

189.2 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 44 % des fonds requis. OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, d'analyser les lacunes et les besoins et de prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

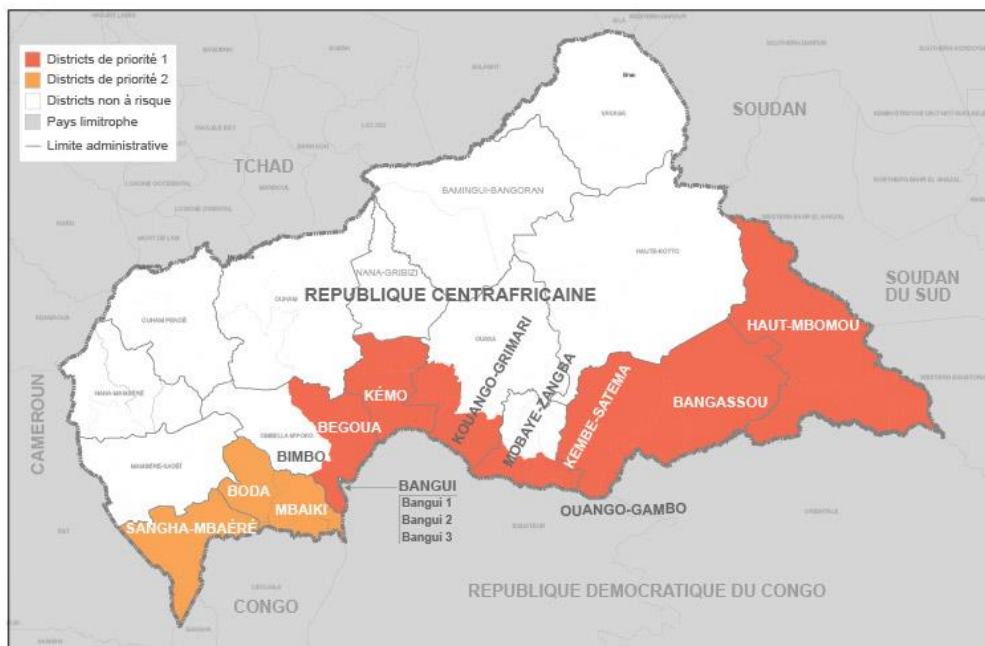


OCHA RCA, Boris Matous

- P. 1 La RCA et la communauté humanitaire s'organisent face à la menace Ebola
- P. 2 Les travailleurs humanitaires pris pour cible à Batangafo
- P. 3 Handicap : pour une action humanitaire inclusive en RCA
- P. 5 La voix du Pangolin

La République centrafricaine et la communauté humanitaire s'organisent face à la menace Ebola

Le mercredi 17 juillet 2019, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a reconnu l'épidémie d'Ebola en République Démocratique du Congo (RDC) comme « urgence de santé publique de portée internationale ». Avec une frontière commune de plus de 1 500 km, des échanges commerciaux et des mouvements de populations quotidiens avec la RDC, le risque de propagation de la maladie à virus Ebola (MVE) en République Centrafricaine (RCA) est pris très au sérieux, tout comme l'éventuelle éclosion d'une épidémie de MVE à partir de cas autochtones.



@OMS, Les 15 districts sanitaires de priorité

Evaluation du plan de contingence 2018

Suite à la déclaration de l'épidémie d'Ebola en RDC le 8 mai 2018, un plan de préparation à la Maladie à Virus Ebola a été mis en place, en septembre 2019, par le Ministère de la Santé et de la Population de la RCA. Ce plan propose différentes stratégies de mitigation et de préparation en fonction de multiples scénarios. 15 districts sanitaires limitrophes de la RDC sont considérés à risque. Ils sont divisés en deux niveaux de priorités. Le niveau de priorité « 1 » comprend les douze districts suivants : Bimbo, Bangui 1, Bangui 2, Bangui 3, Bégoua, Kémo, Kouango-Grimari, Mobaye-Zangba, Kembé-Satéma, Ouango-Gambo,

Bangassou, Haut Mbomou. Le niveau de priorité « 2 » comprend trois districts sanitaires. Il s'agit de Sangha-Mbaéré, Boda, Mbaïki.

Une évaluation de la mise en œuvre du plan de contingence a été réalisée en juin 2019. Cette dernière a mis en évidence un certain nombre de défis, notamment sur le plan de la logistique, des mécanismes de surveillance et de prise en charge. Des activités ont été mises en place dans quatre districts sanitaires (Haut-Mbomou, Bangassou, Mobaye-Zangba et Bangui 1), sur les quinze identifiés comme prioritaires.

Un plan de contingence révisé pour mieux répondre aux nouveaux défis

Face à cette urgence de santé publique de portée internationale, il a été jugé nécessaire de revoir le plan de contingence contre la MVE en RCA. Le 25 juillet 2019, le Dr Pierre Somse, Ministre de la Santé et de la Population de la RCA, a tenu une conférence de presse avec la Coordonnatrice Humanitaire, Mme. Denise Brown, et le Représentant de l'OMS, Dr. Séverin Von Xylander, au cours de laquelle il a annoncé que ce plan était en cours de révision. Il a également souligné que le pays faisait face à des défis considérables en termes de niveau de préparation aux menaces de la MVE.

Le réexamen vise à ajuster le plan de réponse au caractère international de la menace, tout en prenant compte des leçons apprises et des défis rencontrés dans la préparation en 2018. Un processus de préparation inclusif et multisectoriel est en cours pour garantir un partenariat renforcé entre l'état, les agences des Nations Unies et les acteurs humanitaires.

Les travailleurs humanitaires pris pour cible à Batangafo



@OCHA, Rosaria Bruno, visite de la Coordonnatrice Humanitaire à Batangafo

Cela fait plusieurs mois que le contexte sécuritaire est particulièrement précaire à Batangafo, où les Organisations Non Gouvernementales (ONG) font régulièrement l'objet de braquages et de cambriolages. Depuis janvier 2019 à présent, 19 incidents affectant les travailleurs humanitaires ont eu lieu et deux d'entre eux ont perdu leur vie dans la zone. Ces incidents particulièrement fréquents en ville et sur les axes qui mènent à Bouca et à Lady, n'épargnent pas la population civile et sont souvent violents. C'est dans ce contexte que la Coordonnatrice Humanitaire, Mme Denise Brown, a décidé de se rendre

sur place avec OCHA et plusieurs représentants d'ONG internationales qui opèrent dans la zone. Le 10 juillet, elle a effectué une première visite avec les représentants d'OXFAM, du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) et du Comité de Coordination des ONG Internationales (CCO). L'objectif de cette mission consistait à rencontrer les différents acteurs présents à Batangafo afin de mieux comprendre les défis sécuritaires auxquels ils sont confrontés. Ces échanges ont permis à la Coordonnatrice Humanitaire d'étoffer son plaidoyer auprès des autorités locales, de la MINUSCA et des leaders de Groupes Armés afin d'assurer une meilleure protection des travailleurs humanitaires et des populations civiles en général.

Suite à cette visite, une mission de la MINUSCA (Force, Police et Affaires Civiles) a également été déployée sur place, le 17 juillet, pour évaluer la situation sécuritaire de la zone et faire des recommandations. Depuis lors, plusieurs réunions de coordination civilo-militaires ont été convoquées par OCHA pour faire le bilan des différentes missions déployées à Batangafo et émettre des recommandations qui vont permettre à la fois de freiner cette montée des violences et de renforcer les mécanismes de protection des humanitaires et des populations civiles.

Le 27 juillet 2019, la Coordonnatrice Humanitaire s'est à nouveau rendue sur place, cette fois-ci accompagnée du Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, M. Maouloud

Moussa, du chef du bureau OCHA RCA, M. François Batalingaya, et du représentant du Programme Alimentaire Mondial (PAM), M. Gian Carlo Cirri. Lors de cette visite, une rencontre avec les leaders Anti-balaka, Mme Denise Brown et les leaders ex-séléka était au programme. La Coordinatrice Humanitaire y a rappelé les engagements pris par les Groupes Armés dans le cadre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine, et a exhorté les leaders locaux à faire en sorte que toutes les hostilités et formes de violence contre les acteurs humanitaires et les populations civiles cessent.

Des mesures de protection essentielles pour garantir l'accès humanitaire

L'accès du personnel humanitaire aux populations vulnérables reste particulièrement complexe à Batangafo. Pourtant, qu'il s'agisse des axes périphériques ou des quartiers de la ville, des milliers de personnes qui y sont retournées durant les années 2017 et 2018 continuent à vivre dans des conditions de vulnérabilité sévère. En dépit d'un contexte sécuritaire extrêmement volatile, la communauté humanitaire continue de porter assistance aux populations affectées, mais se retrouve régulièrement prise pour cible au cours d'actions pourtant strictement humanitaires. Il est donc urgent de mettre à jour les mécanismes de protection afin d'assurer la pérennité de l'assistance.

Renforcement des liens entre les leaders communautaires et les humanitaires

Au-delà du travail de plaidoyer visant à renforcer la sécurité du personnel humanitaire et des populations civiles par des mesures sécuritaires, OCHA a également œuvré au renforcement des liens entre la communauté humanitaire et les leaders communautaires. Ces derniers ont été conviés à plusieurs réunions dans lesquelles ils ont été informés de la situation humanitaire, des défis et des contraintes d'accès. Cela a permis de recevoir leurs commentaires et préoccupations sur les actions humanitaires mises en place dans la zone, mais aussi de se concerter sur les moyens par lesquels ils pouvaient soutenir les humanitaires, que ce soit pour la protection des biens et du personnel ou pour permettre un meilleur accès aux bénéficiaires. Les leaders communautaires se sont ainsi engagés à renforcer la sensibilisation sur l'accès humanitaire auprès de leurs communautés respectives. Ils vont par ailleurs se lancer dans un travail de plaidoyer auprès des leaders des groupes armés, pour que ces derniers assurent un meilleur contrôle de leurs éléments impliqués dans des actes délictueux.

Handicap : pour une action humanitaire inclusive en RCA

Comprendre la notion de handicap et son ampleur



@HI Y. Jolv, Patiente de HI et sa mère. Ouaka.

On estime que 15 % de la population vit avec un handicap au niveau mondial. Dans les pays touchés par des crises humanitaires comme la République Centrafricaine (RCA), ce taux est bien supérieur notamment à cause de l'augmentation des risques de violences et d'abus, de la rupture d'accès aux services de base mais aussi du fait des multiples barrières à l'accès aux opportunités socio-économiques.

Mais qu'est-ce qu'une personne handicapée ? Il s'agit d'une personne présentant des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa participation à la société de manière égale avec les autres. Ainsi deux personnes peuvent avoir une même mobilité réduite mais elles seront plus ou moins vulnérables selon l'environnement dans lequel elles vivent, en raison des différences d'accès aux services ou encore de l'existence de discrimination spécifiques.

L'inclusion du handicap dans la réponse humanitaire

Conformément aux principes d'humanité et d'impartialité, il est du devoir des humanitaires d'atteindre et d'assister les personnes les plus vulnérables, sans discrimination. Or, les personnes handicapées sont souvent celles qui ont les besoins les plus importants et les barrières d'accès les plus élevées. Ces barrières peuvent être de plusieurs ordres. Elles peuvent être institutionnelles, financières, physiques, et peuvent impliquer des difficultés de communication, un manque de protection et d'information, ou encore une attitude discriminatoire envers les personnes handicapées. Par exemple, les femmes qui vivent avec un handicap intellectuel ou sensoriel peuvent être exposées à plus de violences basées sur le genre. Moins informées sur les services existants, elles rencontrent souvent des barrières physiques et des problèmes de communication pour rapporter un incident ou tout simplement pour fuir suite à l'attaque d'un village. Dès lors, une action humanitaire inclusive consiste à s'assurer que, au sein des populations affectées par la crise, les personnes à risque de discrimination sont intentionnellement incluses dans la réponse et protégées d'une façon non-discriminatoire. Cela suppose de mettre en place des actions délibérées visant à renforcer leur protection, leurs accès aux services et leur participation dans la prise de décision.

La Cellule Technique d'Humanité & Inclusion : un premier pas salvateur

Soutien essentiel au déploiement des acteurs humanitaires en RCA via ses activités de plateforme logistique depuis 2015, l'ONG Humanité & Inclusion (HI) a initié un nouveau dispositif dans le pays en mai 2019 : la Cellule Technique d'Inclusion dans l'Action Humanitaire. Son objectif est d'accompagner les acteurs humanitaires et les organisations de personnes handicapées pour une réponse plus inclusive à travers des activités de conseils techniques, de formations et d'accompagnement. Cette action va permettre d'améliorer l'équité et la qualité de l'assistance, afin qu'elle soit disponible pour les personnes qui en ont le plus besoin. Par exemple, une activité en Abris et NFI inclusive impliquera que les points de distributions soient accessibles à tous, que les articles fournis ne soient pas trop lourds à transporter pour les personnes à mobilité réduite ou encore que des éléments distincts soient ajoutés (habits, couvertures) pour répondre à des vulnérabilités spécifiques.

Une enquête de vulnérabilité pilote à Bambari confirme la sévérité de la situation

Dans le cadre de son diagnostic initial en RCA, la Cellule Technique d'HI a réalisé une enquête de vulnérabilité à Bambari en juin 2019. Elle a consisté en une évaluation auprès de 151 personnes handicapées de la ville, incluant des personnes déplacées internes, retournées, résidentes et en familles d'accueil. L'évaluation a non seulement révélée que la majorité (51%) des personnes ayant fait l'objet de cette enquête a une perception négative du handicap, mais aussi que les deux tiers (68%) des personnes handicapées interrogées ont des difficultés à accéder aux différents services et infrastructures publiques. Ce sont les sites de distribution qui ont été le plus fréquemment mentionnés comme un service difficile d'accès, avant les points d'eau et les latrines.

La voix du Pangolin*

L'indépendance opérationnelle est un principe fondamental de l'assistance humanitaire. Cette assistance se doit d'être indépendante de toute visée politique, économique, militaire ou autre qu'un quelconque protagoniste pourrait avoir dans les zones où une opération humanitaire est mise en œuvre.

@OCHA/RCA, Mattia Villa

* Créature typique de la RCA, le pangolin est l'animal le plus menacé au monde par le braconnage et le commerce illégal. En vertu de sa position désavantagée, cette rubrique vise à l'ériger en tant qu'un symbole de la voix des populations les plus menacées en RCA, en expliquant leurs vulnérabilités à travers des représentations visuelles faciles à comprendre et en même temps qui font réfléchir.

Indépendance opérationnelle *Dipandassi na va ti kwa*



Ne pas suivre les objectifs des autres
A yeke mü peko ti zo na legue ti kwa ti lo pepe

Réponse aux besoins urgents en eau, hygiène et assainissement à Ouogo et Kambakota



@OCHA, Virginie Béro Ouogo, Préfecture de l'Ouham.
La population de Ouogo a accès à l'eau potable grâce à la réhabilitation de fontaine par l'ONG FLM.

La persistance de l'insécurité et de la violence qui en découle continue de provoquer le déplacement des populations en République centrafricaine. Parmi les conséquences humanitaires les plus fréquentes, les populations se trouvent dépourvues de tous leurs moyens de subsistance. Les communes de Ouogo (80 km de Batangafo) et Kambakota, (55 km de Batangafo) dans la préfecture de l'Ouham, en sont des illustrations parfaites. De retour dans cette zone au début de l'année 2018, la population a été confrontée à plusieurs problèmes dont le manque d'accès à l'eau potable. Sur un financement du Fonds Humanitaire pour la RCA, l'ONG Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) a réhabilité huit forages dans la commune de Ouogo. L'ONG ACF a mené une activité similaire en réhabilitant dix forages en faveur des retournés et communautés hôtes de Kambakota et ses environs.

Minimiser le risque de maladies hydriques à Kambakota et Ouogo

La commune de Ouogo compte cinq villages pour plus de 10 000 personnes, selon les données communiquées par les autorités locales. Il y a toutefois encore un nombre important de personnes réfugiées en brousse ou dans les villages voisins. Cette région a été le théâtre de conflits armés en 2017 obligeant la population à trouver refuge soit à Batangafo, soit dans les villages périphériques. A la fin de l'année 2018, suite à une accalmie constatée, les populations sont retournées dans leurs villages d'origine. Elles ont été confrontées aux difficultés d'accès à l'eau potable consécutives au manque d'entretien des forages qui de fait n'étaient plus opérationnels.

Pour pallier au plus urgent, les habitants sont obligés d'utiliser l'eau de la rivière Ouham qui n'est pas potable, et cause toutes sortes de maladies hydriques. Certains parcourent des kilomètres, s'exposant ainsi à l'insécurité, au risque d'agression ou encore au risque

de viol pour les femmes, qui sont particulièrement vulnérables lorsqu'elles se déplacent seules.

Au mois d'avril 2019, FLM a réhabilité huit forages dans sept villages, y compris Dilli, au profit de 9 182 personnes. La réhabilitation de ces points d'eau a permis de réduire les risques liés aux maladies hydriques.

« A la fin d'année 2018 et début 2019, tous les jours, nous recevons des patients avec des cas de diarrhée liés à la consommation d'eau insalubre. Ce qui n'est plus le cas depuis fin avril, après que FLM ait réhabilité les deux forages », a fait savoir Suzanne, l'agent de santé communautaire.

En plus de la réhabilitation des forages, FLM a également formé 30 relais communautaires qui font du porte à porte pour sensibiliser la population sur les notions d'hygiène et de salubrité. Cette activité a contribué aux changements de comportement de la population et notamment à une réduction sensible de la défécation à l'aire libre. Des comités d'hygiène constitués de cinq personnes ont été aussi formés et dotés de matériels pour le nettoyage et le maintien de ces forages.

A Kambakota, ACF a réhabilité dix forages dont quatre à Kambakota centre et six sur l'axe Bossangoa au profit de 5 437 personnes. Des kits en eau, hygiène et assainissement (EHA) composés de gobelets, de tabourets, de morceaux de savons ou encore de seaux d'eau ont été distribués à 150 personnes handicapées, dont plusieurs personnes du troisième âge. Des appuis en outils et matériaux (dont des dalles en béton armé) accompagnés d'un support technique en construction ont été fournis à 200 ménages pour leur permettre la construction de latrines familiales. Vingt relais communautaires ont été formés et dotés de matériels dont des bottes, des imperméables, des sac à dos et des cahiers. Cinq artisans réparateurs ont par ailleurs été formés afin d'assurer le bon fonctionnement des forages. Ces derniers bénéficient d'une somme forfaitaire de 4 000 FCFA par jour, pour chaque activité de réparation.

Redonner un espoir aux populations retournées malgré les défis

De manière générale, l'amélioration de l'accès en Eau, Hygiène et Assainissement, à travers les projets du Fonds Humanitaire exécutés par ACF et FLM a redonné l'espoir d'une nouvelle vie aux populations retournées de Ouogo et Kambakota. Toutefois des besoins importants restent à couvrir. Le manque de centre santé a été rapporté dans ces deux communes.

A Ouogo comme à Kambakota les structures sanitaires ont été pillées et incendiées par des hommes armés en 2017. « Les cliniques mobiles organisées par certains acteurs humanitaires ne permettent pas de couvrir le nombre de malades dans le besoin. Certains des cas graves transférés vers Batangafo par moto meurent en cours d'évacuation en raison de l'état de la route et de l'insécurité qui ne favorisent pas une circulation fluide », a déploré le maire de Kambakota.



@OCHA, Virginie Béro Ouogo, Kambakota, Préfecture de l'Ouham. Une vue de la population puisant de l'eau potable suite à la réhabilitation faite par ACF.

Success story : Un soutien aux activités génératrices de revenus pour relever l'économie et renforcer le lien social

C'est avec le soutien du Fonds Humanitaire que l'Association des Femmes pour la Promotion de l'Entreprenariat (AFPE) a mis en place une multitude d'activités à vocation communautaire dans les villes de Bocaranga et Kouï, situées dans la préfecture de l'Ouham-Pendé. Ces projets conduits par l'ONG depuis novembre 2018 se structurent autour d'un soutien aux Activités Génératrices de Revenus (AGR), par le biais de la formation et l'attribution de kits de démarrage d'activité, mais aussi à travers un appui aux

Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO). Ils s'inscrivent dans la stratégie du Fonds Humanitaire de restauration des moyens de subsistance et de remonétisation des zones rurales, fortement touchées par les récents conflits en République centrafricaine.

Appui en kits de démarrage d'AGR



@AFPE/Séraphin HENDAL, Sylvie, jeune maman de 20 ans et sa machine à coudre offerte par l'AFPE

1 043 ménages ont reçu des kits de démarrage pour réaliser un grand nombre d'activités comprenant notamment l'agriculture, l'apiculture, le petit élevage ou encore l'ouverture de petits commerces. Sylvie est une jeune mère de 20 ans qui vient du village de Bohong, situé à une cinquantaine de km au sud de Bocaranga, sur l'axe de Bouar. Suite à de multiples menaces proférées à son encontre par des éléments armés, elle a été forcée de fuir. Avant son départ, elle avait eu l'opportunité de bénéficier d'une formation de couturière proposée par l'AFPE dans son village d'origine. Une fois arrivée à Bocaranga, l'AFPE lui a donné une machine à coudre dans le cadre de son projet de distribution de kits de démarrage d'AGR. « Grâce à cette machine de l'AFPE je vais enfin pouvoir exercer le métier auquel j'ai été formée, gagner ma vie et m'occuper de mon enfant » nous a confié Sylvie.

Réhabilitation des infrastructures socio-économiques

Un autre volet de l'assistance apportée par l'AFPE consiste à réhabiliter les infrastructures à travers un appui aux Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO). Six infrastructures sociocommunautaires ont ainsi été remises en service depuis l'année dernière. Il s'agit de quatre ponts, d'une buse et d'un puits.

Ces réhabilitations servent de nombreux intérêts essentiels au développement des communautés locales. Les ponts facilitent l'accès humanitaire mais ils réduisent également le taux d'accident de la circulation et favorisent les échanges économiques entre les communautés. « Nous sommes soulagés par la réhabilitation de ce pont par l'AFPE » a confirmé Fidèle, le chef de groupe du village Gonon situé à proximité de ce pont qui était un point de passage particulièrement dangereux avant sa remise en état. « En tant que Chef de groupe, je ne dormais pas pendant la saison des pluies car en cas d'accident, je devais mobiliser ma communauté pour transporter les victimes à l'hôpital de Bocaranga qui est à 7 km d'ici » a-t-il ajouté l'air préoccupé.



@AFPE/Séraphin HENDAL Fidèle, chef de groupe du village Gonon, pose devant le pont de Lima réhabilité par l'ONG AFPE,

Au-delà du soutien qu'apporte l'AFPE à la relance économique des communautés de Kouli et de Bocaranga, l'ONG souhaite aussi promouvoir les principes du vivre-ensemble et de la cohésion sociale. C'est pourquoi elle organise également des séances de sensibilisation de masse sur ces principes qui caractérisent son action au quotidien.

La culture maraichère pour promouvoir une cohabitation pacifique

Depuis 2017, la préfecture de l'Ombella M'Poko, située dans le sud-ouest de la Centrafrique, enregistre un retour progressif des éleveurs peulhs, qui avaient fui la région en raison de l'insécurité qui y régnait. Malgré une certaine accalmie dans la préfecture, un sentiment de méfiance perdure entre les éleveurs et les communautés autochtones. Pour rétablir une cohabitation harmonieuse entre les deux communautés, l'ONG Afrique Solidarité Emploi Formation Création d'Entreprise Internationale en Centrafrique (ONG-

ASEFCE-I-RCA) développe et encadre des activités visant à soutenir et à rapprocher ces deux communautés.

En juin 2018, l'ONG a ainsi mené une première campagne de sensibilisation sur la cohésion sociale et le vivre ensemble auprès de 6 750 bénéficiaires (dont 3 850 femmes) dans les villages Songha et Ngoukoulou-Komba, situés respectivement à 12 et 15 km de Bangui. « Durant cette période nous avons enregistré des changements de comportement de la population autochtone vis-à-vis des peulhs retournés. Ces derniers qui s'inquiétaient pour leur sécurité peuvent désormais circuler librement », a témoigné Olivier Ngakoutou Coordonnateur de l'ONG ASEFCE-I-RCA.



@ASEFCE-I-RCA, Préfecture de l'Ombella M'Poko. Séance de cohésion sociale avec la population du village Songha

Les populations de ces deux villages ont également bénéficié d'un soutien aux activités agricoles, notamment à travers la mise en place d'une coopérative de 175 femmes qui ont été formées aux techniques agricoles et ont reçu des semences leur permettant de pratiquer la culture maraichère. La vente des produits maraichers a ainsi donné aux bénéficiaires l'opportunité d'organiser des activités villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Trois femmes peulhs sont membres de l'AVEC et participent activement aux différentes actions menées par les coopératives. On note également la présence de neuf éleveurs peulhs dans les activités génératrice de revenu.

L'ONG ASEFCE-I-RCA ne se contente pas d'apporter une assistance ponctuelle aux communautés vulnérables. Elle les soutient dans la reprise d'activités génératrices de revenus autogérées et durables. Ainsi, de nombreux bénéficiaires sont maintenant devenus des producteurs d'oignons ou encore des fabricants de savon artisanal. Le soutien d'ASEFCE-I-RCA ne va pas s'arrêter là puisque l'ONG a identifié 350 nouvelles femmes qui devraient bientôt bénéficier d'une assistance similaire.

L'ONG ASEFCE-I-RCA a été créée le 18 avril 2016 dans l'Ombella M'poko, à Boeing Kokoro 3. Elle intervient dans le secteur de l'éducation, de la santé, de la protection et de la sécurité alimentaire. Elle envisage de développer ses activités dans la Nana Gribizi, le Bamingui Bangoran et la Vakaga, où elle a déjà mené plusieurs évaluations.

Contactez l'ONG ASEFCE-I-RCA: Tel: +236 75 00 45 62 / 72 03 02 61.
Email : asefceinternatcentrafrique@gmail.com

En bref :

Les leaders communautaires de Kaga-Bandoro ont participé à un atelier de sensibilisation et de renforcement des capacités conduit par OCHA

Sous la conduite d'OCHA, la communauté humanitaire de Kaga-Bandoro a organisé, le 24 juillet 2019, un atelier de sensibilisation et de renforcement des capacités des leaders communautaires de Kaga-Bandoro. Un thème phare au programme de cet atelier était l'accès humanitaire et la contribution des leaders communautaires. Le Comité International de la Croix Rouge y a également abordé la question des soins de santé dans le cadre de la protection de la mission médicale. OCHA et le Programme Alimentaire Mondial ont animé un atelier sur la notion de vulnérabilité et les critères de sélection des bénéficiaires. Enfin, Solidarités International a conduit une discussion sur les mécanismes de gestion des points d'eau par la communauté



@OCHA, Claude Mululu, atelier de sensibilisation des leaders communautaires à Kaga-Bandoro

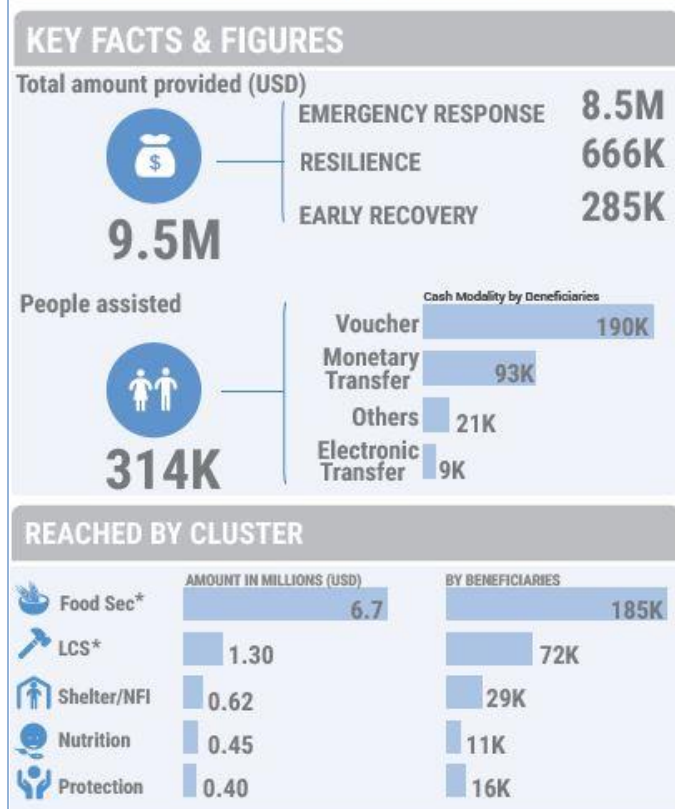
bénéficiaire. L'atelier a connu la participation de 50 personnes, dont une trentaine de leaders communautaires. Cette activité est la deuxième du genre organisée par la communauté humanitaire de Kaga-Bandoro depuis le début de l'année.

Préparation à la Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire 2019 (JMAH)

Chaque jour, les travailleuses et travailleurs humanitaires assistent des millions de personnes à travers le monde. Le 19 août, la Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire JMAH est l'occasion de rendre hommage à celles et ceux qui font face au danger et à l'adversité pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables. Cette année ce sont les femmes qui seront à l'honneur de cette nouvelle édition, la JMAH 2019 étant placée sous le thème des « Femmes humanitaires » (#WomenHumanitarians). Cette thématique sera au centre de multiples activités, et notamment de débats, d'émissions de radio, de jeux interactifs et autres conférences organisées entre les 12 et 19 août à Bangui, mais aussi dans plusieurs provinces du pays.

Le saviez-vous ?

CASH BASED INITIATIVES (1 JAN - 31 JUNE 2019)



@OCHA, IM Initiatives CASH en RCA (4W)

Pour de plus amples informations veuillez consulter le lien suivant :

<https://reliefweb.int/report/central-african-republic/central-african-republic-cash-based-initiatives-1-jan-31-june-2019>

314 000 personnes ont reçu une assistance humanitaire sous la forme d'un transfert monétaire

Entre janvier et juin 2019, 314 000 personnes ont reçu une assistance humanitaire sous la forme d'un transfert monétaire. La plupart d'entre eux ont reçu des coupons (60%), suivi par des transferts en espèces (30%) et des transferts électroniques (3%). Une vingtaine d'acteurs humanitaires basés en RCA sont actifs dans les interventions monétaires, notamment dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro (presque 49 000 bénéficiaires atteints), à Bangui (37 000 bénéficiaires), à Bocaranga (30 000 bénéficiaires), à Bria (29 000 bénéficiaires) et à Paoua (21 000 bénéficiaires).

Le cluster de sécurité alimentaire a atteint 185 000 bénéficiaires, suivi par le cluster des moyens de subsistance et de stabilisation communautaire (72 000 bénéficiaires) et abris et articles non alimentaires (29 000 bénéficiaires), entre autres. Dans la même période, \$9,5 millions ont été dépensés pour une assistance basée sur les transferts monétaires, avec la plupart de ces fonds destinés à la réponse d'urgence (90%), mais aussi à des activités de résilience (7%) et de relèvement précoce (3%).

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Francois Xavier Batalingaya, Chef de Bureau, francois.batalingaya@un.org, Tel. (+ 236) 70601066

Laura Fultang, Unité de l'Information Publique, fultangl@un.org; Tel. (+236) 70 18 80 64

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org